

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Michel-Hudson-Le-dollar-va-devorer-l-euro>

Michel Hudson : Le dollar va dévorer l'euro

- Empire et Résistance - Ingérences, abus et pillages -

Date de mise en ligne : samedi 9 avril 2022

Description :

Michael Hudson : Le dollar va dévorer l'euro Le vrai problème est que lorsque le monde comprendra ce qui se passe, il aura déjà permis à l'Eurasie de créer un véritable nouvel ordre mondial non néolibéral et un champ de bataille militaire sera parsemé de cadavres économiques...

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Il est maintenant clair que l'escalade actuelle de la nouvelle guerre froide a été planifiée il y a plus d'un an. La stratégie était de bloquer « Nord Stream 2 » afin d'empêcher l'Europe occidentale (« Otan ») de se développer grâce au commerce et à des investissements croisés avec la Chine et la Russie.

Comme l'ont mentionné les rapports sur la sécurité nationale des États-Unis, la Chine est considérée comme l'ennemi principal. Le rôle utile de la Chine pour permettre aux entreprises américaines de faire baisser les salaires en désindustrialisant l'économie américaine au profit de l'industrialisation chinoise, de la croissance de la Chine a finalement été reconnu comme représentant « l'Ultime Terreur » : la prospérité par le socialisme.

L'industrialisation socialiste a toujours été perçue comme le grand ennemi de l'économie rentière qui s'est emparée de la plupart des nations occidentales au cours du siècle qui a suivi la fin de la Première Guerre mondiale, et surtout depuis les années 1980. Il en résulte aujourd'hui un choc des systèmes économiques : l'industrialisation socialiste contre le capitalisme financier néolibéral.

Cela fait de la nouvelle guerre froide contre la Chine un premier pas vers ce qui menace d'être une troisième guerre mondiale de longue haleine. La stratégie étasunienne consiste à éloigner de la Chine ses alliés économiques les plus probables, notamment la Russie, l'Asie centrale, l'Asie du Sud et l'Asie de l'Est. La question était de savoir par où commencer la destruction et l'isolement.

La Russie a été considérée comme le meilleur candidat à l'isolation, à la fois de la Chine et de la zone euro de l'Otan. Une série de sanctions de plus en plus sévères - et, espérées fatales - contre la Russie a été élaborée pour empêcher l'Otan de commercer avec elle. Tout ce qu'il fallait, pour déclencher le tremblement de terre géopolitique, était un *casus belli*.

Cela s'est fait assez facilement. L'escalade de la nouvelle guerre froide aurait pu être déclenchée au Proche-Orient, en raison de la résistance à l'accaparement des champs pétrolifères irakiens par les Etasuniens, ou contre l'Iran et les pays qui l'aident à survivre économiquement, ou encore en Afrique de l'Est. Des plans de coups d'État, de révolutions de couleur et de changements de régime ont été élaborés pour toutes ces régions, et l'armée américaine en Afrique s'est constituée particulièrement rapidement au cours des deux dernières années. Mais l'Ukraine a été soumise, pendant huit ans, à une guerre civile soutenue par les États-Unis, depuis le coup d'État de Maidan en 2014, et a été considérée comme la meilleure possibilité de première victoire dans cette confrontation contre la Chine, la Russie et leurs alliés.

Les régions russophones de Donetsk et de Lougansk ont donc été bombardées avec une intensité croissante, et comme la Russie s'était toujours abstenue de répondre, des plans ont été élaborés pour une grande épreuve de force fin février, en commençant par une attaque éclair de la part de l'Ukraine occidentale, organisée par des conseillers étasuniens et armée par l'Otan.

La réaction préventive de la Russie visant à protéger les deux provinces de l'Est de l'Ukraine et à détruire l'armée, la marine et de l'aviation ukrainiennes qui s'en est suivie au cours des deux derniers mois a servi de prétexte pour commencer à imposer le programme de sanctions conçu par les États-Unis et que nous voyons se dérouler aujourd'hui. L'Europe occidentale a consciencieusement suivi le mouvement sans broncher. Au lieu d'acheter du gaz, du pétrole et des céréales russes, elle les achètera aux États-Unis, tout en augmentant fortement ses importations d'armes.

Il convient donc d'examiner comment cette situation est susceptible d'affecter la balance des paiements de l'Europe occidentale et, partant, le taux de change de l'euro par rapport au dollar.

Avant la guerre des sanctions, le commerce et les investissements européens avec la Russie et la Chine, promettaient une prospérité mutuelle croissante à l'Allemagne, la France et aux autres pays de l'Otan. La Russie fournissait une énergie abondante à un prix compétitif, et cette énergie devait faire un bond en avant avec « Nord Stream 2 ». L'Europe devait gagner les devises étrangères nécessaires pour payer ce commerce d'importation croissant en exportant davantage de produits industriels vers la Russie et en investissant des capitaux dans le développement de l'économie russe, par exemple via les entreprises automobiles allemandes et des investissements financiers. Ce commerce et ces investissements bilatéraux sont maintenant interrompus, et ils le resteront pendant de très nombreuses années, étant donné la confiscation par l'Otan des réserves de change de la Russie en euros et en livres sterling, et la russophobie européenne alimentée par les médias de propagande américains.

À la place, les pays de l'Otan achèteront du GNL étasunien, mais ils devront dépenser des milliards de dollars pour construire des capacités portuaires suffisantes, ce qui pourrait prendre jusqu'à 2024 peut-être (Bonne chance jusque-là !). La pénurie d'énergie entraînera une forte hausse des prix mondiaux du gaz et du pétrole. Les pays de l'Otan vont également intensifier leurs achats d'armes auprès du complexe militaro-industriel américain. Ces achats quasi-paniques feront également augmenter le prix des armes. Et les prix des denrées alimentaires augmenteront également en raison des énormes pénuries de céréales résultant de l'arrêt des importations en provenance de Russie et d'Ukraine d'une part, et de la pénurie d'engrais fabriqués à partir de gaz d'autre part.

Ces trois dynamiques commerciales renforceront le dollar par rapport à l'euro. La question est de savoir comment l'Europe équilibrera ses paiements internationaux avec les États-Unis. Qu'a-t-elle à exporter que l'économie américaine voudra, alors que le protectionnisme américain gagne en influence, maintenant que le libre-échange mondial est en train de mourir rapidement ?

La réponse est : pas grand-chose. Alors, que va faire l'Europe ?

J'aurais une suggestion. Maintenant que l'Europe a pratiquement cessé d'être un État politiquement indépendant, elle commence à ressembler davantage au Panama et au Liberia, des centres bancaires offshore, des « pavillon de complaisance » qui ne sont pas de véritables « États » car ils n'émettent pas leur propre monnaie, mais utilisent le dollar US. Puisque la zone euro a été créée avec des menottes monétaires limitant sa capacité à créer de l'argent à dépenser dans l'économie au-delà de la limite de 3 % du PIB, pourquoi ne pas simplement « jeter l'éponge financière » et adopter le dollar étasunien, comme l'Équateur, la Somalie et les îles Turks et Caïcos ? Cela donnerait aux investisseurs étrangers une sécurité contre la dépréciation de la monnaie dans leurs échanges croissants avec l'Europe et le financement de ses exportations.

Pour l'Europe, le problème est que le coût en dollars de sa dette extérieure contractée pour financer son déficit commercial croissant avec les États-Unis pour le pétrole, les armes et les denrées alimentaires va exploser. Le coût en euros sera d'autant plus élevé que la devise baissera par rapport au dollar. Les taux d'intérêt augmenteront, ce qui ralentira les investissements et rendra l'Europe encore plus dépendante des importations. La zone euro se transformera en une zone économique morte.

Pour les États-Unis, ce sera l'hégémonie du dollar sous stéroïdes, du moins vis-à-vis de l'Europe. Le continent deviendrait une version un peu plus grande de Porto Rico.

La nouvelle guerre froide déclenchée par la « guerre d'Ukraine », risque de se transformer en une salve d'ouverture de la troisième guerre mondiale. Elle pourrait durer au moins une décennie, peut-être deux, car les États-Unis étendent la lutte entre le néolibéralisme et le socialisme au niveau mondial. Outre la conquête économique de l'Europe par les États-Unis, les stratèges américains cherchent à verrouiller les pays d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie selon des modalités similaires à celles prévues pour l'Europe.

La forte hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires frappera durement les économies en déficit alimentaire et pétrolier, au moment même où leurs dettes étrangères libellées en dollars envers les détenteurs d'obligations et les banques, arrivent à échéance et où le taux de change du dollar augmente par rapport à leur propre monnaie. De nombreux pays d'Afrique et d'Amérique Latine, en particulier d'Afrique du Nord, devront choisir entre souffrir de la faim et réduire leur consommation d'essence et d'électricité, ou emprunter les dollars nécessaires pour couvrir leur dépendance aux échanges commerciaux avec les États-Unis.

Il a été question que le FMI émette de nouveaux DTS pour financer les déficits croissants des échanges et des paiements. Mais un tel crédit est toujours assorti de conditions. Le FMI a sa propre politique de sanction pour les pays qui n'obéissent pas à la politique américaine. La première exigence des États-Unis sera que ces pays boycottent la Russie, la Chine et leur alliance commerciale et monétaire émergente. « Pourquoi devrions-nous vous donner des DTS ou vous accorder de nouveaux prêts en dollars, si vous allez simplement les dépenser en Russie, en Chine et dans d'autres pays que nous avons déclarés ennemis », demanderont les responsables américains.

C'est du moins ce qui est prévu. Je ne serais pas surpris de voir un pays africain devenir la « nouvelle Ukraine », avec des troupes mandataires américaines (il y a encore beaucoup de partisans et de mercenaires wahhabites) combattant contre les armées et les populations de pays qui cherchent à se nourrir avec des céréales provenant de fermes russes, et à alimenter leurs économies avec du pétrole ou du gaz provenant de puits russes, sans parler de la participation à l'initiative chinoise des « Nouvelles routes de la soie » qui a été, après tout, le déclencheur de la nouvelle guerre de l'Amérique pour l'hégémonie néolibérale mondiale.

L'économie mondiale est en train de s'enflammer, et les États-Unis ont préparé une réponse militaire et la militarisation de leur propre commerce d'exportation de pétrole, d'agriculture et d'armements. Elle exige que les pays choisissent de quel côté du nouveau rideau de fer ils souhaitent se trouver.

Mais qu'est-ce que cela rapporte à l'Europe ? Les syndicats grecs manifestent déjà contre les sanctions imposées. En Hongrie, le Premier ministre Viktor Orban vient de remporter les élections sur la base d'une vision du monde foncièrement anti-européenne et anti-américaine, à commencer par la décision de payer le gaz russe en roubles. Combien d'autres pays vont ils rompre les rangs, et combien de temps cela prendra-t-il ?

Qu'est-ce que cela représente pour les pays du Sud qui sont mis à mal, pas seulement en tant que « dommages collatéraux » des profondes pénuries et de la flambée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, mais en tant qu'objectif même de la stratégie américaine qui inaugure la grande division de l'économie mondiale en deux ? L'Inde a déjà dit aux diplomates américains que son économie est naturellement liée à celles de la Russie et de la Chine. Au Pakistan, le même calcul est à l'oeuvre.

En ce qui concerne les États-Unis, la seule question à laquelle il faut répondre est la suivante : « Qu'est-ce que cela rapporte aux politiciens locaux et aux oligarchies clientes que nous récompensons pour nous avoir livré leur pays ? »

Dès sa planification, les stratèges diplomatiques des États-Unis ont considéré la troisième guerre mondiale imminente comme une guerre de systèmes économiques. Quel camp les pays choisiront ils : celui de leurs propres intérêts économiques et de leur cohésion sociale, ou celui de la soumission aux dirigeants politiques locaux installés

par l'ingérence américaine, comme les 5 milliards de dollars que la secrétaire d'État adjointe Victoria Nuland s'est vantée d'avoir investis dans les partis néonazis ukrainiens il y a huit ans pour déclencher les combats qui ont débouché sur la guerre d'aujourd'hui ? Face à toutes ces ingérences politiques et à cette propagande médiatique, combien de temps faudra-t-il au reste du monde pour se rendre compte qu'une guerre mondiale est en cours, avec une troisième guerre mondiale à l'horizon ?

Le vrai problème est qu'au moment où le monde comprendra ce qui se passe, la fracture mondiale aura déjà permis à la Russie, à la Chine et à l'Eurasie de créer un véritable Nouvel ordre mondial non néolibéral qui n'aura pas besoin des pays de l'Otan et qui aura perdu toute confiance et tout espoir de développement économique avec eux. Le champ de bataille militaire sera jonché de cadavres économiques.

Michael Hudson* para su [blog personal](#)

Original : « [The Dollar Devours the Euro](#) »

[Michael Hudson](#). USA, 7 avril 2022

Traduit de l'anglais pour et par : [AFR](#)

* **Michael Hudson** a travaillé comme économiste à Wall Street. Actuellement *Distinguished Professor* dans l'University of Missouri, Kansas City, et le président de *Institute for the Study of Long-Term Economic Trends* (ISLET). Il est auteur de quelques livres, entre lesquels ils détachent : « *Super Imperialism : The Economic Strategy of American Empire* » (une nouvelle ed., Pluto Press, 2003) et « *Trade, Development and Foreign Debt : How Trade and Development Concentrate Economic Power in the Hands of Dominant Nations* » (ISLET, 2009). Sa page Web : [Michel Hudson](#)